

Mobilisations sociales, médias et pouvoirs en postcolonies d'Afrique francophone : identités, dynamiques et enjeux

Article inédit, mis en ligne le 31 octobre 2018.

Thomas Atenga

Professeur au Département de communication de l'Université de Douala, Cameroun. Ses recherches portent sur : médias et pouvoirs, médias, politiques et espace public, Tic et changements sociaux en Afrique.

Plan de l'article

Introduction

Décolonisations, parti unique, transitions démocratiques. Une brève histoire des médias et des mobilisations en Afrique francophone

 Médias et mobilisations pendant les décolonisations

 Médias et mobilisations sous le parti unique

 Médias et mobilisations depuis les transitions démocratiques

Acteurs et identités médiatiques des mobilisations

 Médias et mobilisation sur la citoyenneté

 Médias et mobilisations sur la gestion du pouvoir

 Médias et mobilisations sur la souveraineté économique

Conclusion

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Penser les mobilisations sociales en Afrique francophone, c'est penser le rôle que les médias ont joué et jouent dans leur publicisation, leur dissémination, leur légitimation. C'est la première idée force de ce travail. La seconde indique que historicité des mobilisations sociales, histoire des médias et des formes de gouvernement sont ici inextricablement liées. La troisième souligne enfin qu'en dépit de la diversité des situations, les questions portant sur une plus grande demande de citoyenneté, sur l'alternance au pouvoir, sur la souveraineté économique, *etc.* sont parmi les plus médiatisées.

Mots clés

Mobilisations sociales, médias, pouvoirs, Afrique francophone.

TITLE

Social mobilizations, media and power in postcolonies of francophone Africa: identities, dynamic, issues

Abstract

Thinking social mobilizations in French-speaking Africa is thinking the role that media played and play in their publicization, dissemination and legitimization. This is the first idea of this work. The second indicates that historicity of social mobilizations, history of media and forms of government are inextricably linked in this part of the world. The third, finally, underlines the fact that, despite the diversity of situations, questions concerning a greater demand of citizenship, alternation in power, economic sovereignty, are among the most publicized.

Keywords

Social mobilizations, medias, powers, francophone Africa

TÍTULO

Movilizaciones sociales, medios y podencias en postcolonías de francofón áfrica: identidades, dinámica, asuntos

Resumen

Pensar las movilizaciones sociales en el África francófona es pensar en el papel que los medios jugaron y jugaron en su publicidad, difusión y legitimación. Esta es la primera idea de este trabajo. El segundo indica que la historicidad de las movilizaciones sociales, la historia de los medios y las formas de gobierno están inextricablemente unidas. El tercero, finalmente, subraya el hecho de que, a pesar de la diversidad de la situación, las preguntas se refieren a una mayor demanda de ciudadanía, alternancia en el poder, soberanía económica, *etc.* están entre los más publicitados.

Palabras clave

Movilizaciones sociales, medios, gobiernos, África francófona.

INTRODUCTION

L'évolution des médias et celle des mobilisations sociales sont inextricablement liées en Afrique francophone. Durant la colonisation, ce que les populations indigènes devaient lire ou écouter a été au centre d'enjeux pour leur émancipation. C'est pourquoi les premières mobilisations furent d'abord syndicales et politiques. Une de leurs formes les plus médiatisée fut le mouvement de décolonisation (Benot, 1972 ; Vallaeys, 2007 ; Eyene Mba, 2013). C'est la première idée force de cette contribution. La seconde indique que l'accession à la souveraineté internationale s'est accompagnée elle aussi de types singuliers de mobilisations dont l'historicité est elle-même corrélée aux trajectoires que les modes de gouvernement empruntaient ainsi qu'à la nature des régimes politiques qui ont émergé. Un accent particulier est mis sur la manière dont les mobilisations sociales ont été et sont portées par les médias en postcolonies d'Afrique francophone. Mbembe (2000 : 139-140) définit les postcolonies comme des « *sociétés récemment sorties de l'expérience que fut la colonisation, celle-ci devant être considérée comme une relation de violence par excellence, de servitude et de domination* ». Pour Bhabha (2007) la postcolonialité comme épistémè n'est pas une idéologie mais renvoie à l'édifice qui supporte les productions intellectuelles et culturelles d'une époque dans les sociétés subalternes, à un climat intellectuel qui avait tendance à concevoir comme marginal tout ce qui était étranger au centre que constituait l'Europe. Le postcolonialisme récuse le discours, le clivage centre/périphérie de la colonisation. Il

ne s'agit donc pas d'un simple discours réductible à la parole. C'est un répertoire théorique et d'actions qui se veut légitime pour agir sur les mondes, en constituant les personnes ou les groupes d'individus étudiés non plus en objets/sujets, mais en individus/citoyens.

A partir des travaux de Fillieule, Agrikoliansky, Sommier (2010) et de Fillieule, Mathieu, Péchu (2009), nous postulons la mobilisation sociale comme processus s'appuyant sur la communication pour sensibiliser et rallier à l'action collective et/ou communautaire le plus grand nombre d'individus possible autour des questions d'intérêt général dans leurs différentes phases : énonciation/formulation, mise en œuvre, évaluation, ou plus généralement encore, la protestation/contestation. Ce travail met en évidence les identités sociales de ces mobilisations. Les identités sociales renvoient à leurs formes, aux thèmes qui les structurent ou qui en émergent. Elles sont à comprendre comme outils cognitifs qui segmentent, classent et ordonnent l'environnement social et qui permettent aux individus d'entreprendre diverses actions à portées politiques, culturelles et sociales (Tajfel et Turner 1979, 1986). Nous nous intéressons à leurs dynamiques (Balandier 1972), en ce sens que les organisations humaines ne sont que mouvements, ajustements, contradictions et mutations perpétuels. Ce sont ces dynamiques qui créent l'Histoire. C'est la troisième idée développée ici.

DÉCOLONISATIONS, PARTI UNIQUE, TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES. UNE BRÈVE HISTOIRE DES MÉDIAS ET DES MOBILISATIONS EN AFRIQUE FRANCO-PHONE

L'apparition de la presse en Afrique francophone est la conséquence de l'entreprise coloniale et de l'avènement de l'imprimerie. Si les premiers journaux en zone anglophone datent de la fin du 19^{ème} siècle, il faut attendre 1856 et la naissance du *Moniteur administratif* du Sénégal et dépendances pour voir les premières feuilles imprimées circuler en Afrique francophone. Dans presque tous les pays, ces publications étaient essentiellement au service de la dissémination de la bible. Au Congo belge par exemple, *Minsamu Miayenge* (« La bonne nouvelle ») paraît dès 1891 par le biais de la mission évangélique suédoise. Au Cameroun, *Mulée-Ngüea* (« Le guide ») est fondé en 1903 et *Muendi ma musango* (« Le Messager de paix ») en 1906, par des missionnaires baptistes.

Parallèlement à l'émergence de cette presse confessionnelle, commence à émerger un autre type de presse qui se fait l'écho des préoccupations des populations locales. A ce titre, on peut citer *L'AOF*, fondée en 1907 à Conakry, un journal à caractère syndical qui se transformera plus tard en organe de la branche locale de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) ; *La Voix des travailleurs sénégalais* publiée à partir de 1938 ou encore le très anti-colonialiste *Le Guide Dahomey*, fondé à Cotonou en 1920. Ces publications sont l'œuvre d'Africains.

La presse protestataire des Africains est très tôt objet de censure (Atenga, 2004). C'est le cas de *L'Afrique*, périodique anti-colonialiste du Rassemblement démocratique africain (RDA) auquel collaborent, entre autres, Aimé Césaire, Jean-Félix Tchicaya et Gabriel D'Arboussier, alors que dans le même temps, *Afrique de Demain*, l'organe du Comité de l'Empire Français, mouvance anti-indépendantiste est promu. Pour justifier son refus de voir paraître *L'Afrique*, le gouvernement français d'alors évoque des raisons liées au « contingentement du papier de presse » (Tudesq, 1995 ; Tudesq, Nédélec, 1998). D'après Benot (1972 : 89), les mobilisations médiatisées par ces premiers journaux ont obtenu des résultats. « L'administration coloniale a dû, à bien des égards, passer de la répression di-

recte aux méthodes plus [démocratiques] de corruption et d'intrigues. (...) Le niveau réel s'est quelque peu accru au terme d'une longue lutte comme d'autres à peu près inconnue de l'opinion française (...). Malgré la censure de fait, malgré les saisies de livres ».

Médias et mobilisations pendant les décolonisations

Quand s'ouvre la décennie des décolonisations à partir des années 50, les mobilisations sont essentiellement politiques. Elles débouchent sur un affrontement binaire entre les indépendantistes et les partisans de l'assimilation et du rattachement à la Communauté française proposée par Charles

De Gaulle. Parmi ces journaux éminemment politiques et combattus par l'administration coloniale, on peut citer entre autre, La Voix du Cameroun publiée par l'Union des populations du Cameroun (UPC) qui, à partir de 1948, milite pour l'indépendance immédiate et sans conditions. Ses slogans sont « le Cameroun par les Camerounais et pour les Camerounais » ou encore « la colonisation c'est le vol, le pillage, le meurtre ». Au Sénégal, L'Indépendant, ou Echos africains sont aussi de ceux-là. Ce qui fait dire à Ki-Zerbo (1972) que cette presse a été un facteur décisif de progrès pour les partis africains, les libertés fondamentales d'expression, de réunion, de déplacement, *etc.* que l'administration coloniale fera respecter avec de multiples réticences. Pour De Benoist (1960) cette presse fut un catalyseur de grandes énergies africaines et parfois un brevet de maturité pour les partis qui possédaient un journal. Thomassery (1965), Chailley (1968), N'dongo (1976) et Biarnes (1980) ont indiqué chacun à leur manière que cette presse véhiculait de violentes diatribes à l'accent toujours corrosif, parfois pamphlétaire, appelant ouvertement ou subrepticement au soulèvement. Une sorte de rhétorique hérétique, comme l'écrit Bourdieu (1982 : 150), avec un style « éditorialisant » qui entraine en contradiction et en confrontation avec les discours paternalistes de la presse coloniale. Le style et l'audience populaire des journaux de la décolonisation a mis en lumière que l'administration coloniale était sensible aux mots qui la mettaient à nue.

Ces journaux paraissaient sous la forme de feuilles volantes, médiocrement imprimées, ou ronéotypées. Leur diffusion était essentiellement urbaine. Le journalisme n'était pas encore un métier qui s'apprenait mais relevait davantage d'une certaine capacité rhétorique et sophistique, d'une aptitude à discourir par écrit et d'une pertinence dans l'analyse du vaste mouvement des décolonisations alors en branle dans le tiers-monde. Les parutions de ces écrits étaient impatientement attendues. Gonidec (1971 : 347) avance ainsi l'idée d'un « âge d'or » de la presse africaine. Ces journaux, avec la liberté de ton qui les caractérisait, ont été des relais des mouvements nationalistes et les vecteurs d'idéaux qui ont contribué à l'émergence d'une opinion publique. Ils ont poussé les groupes sociaux traditionnels à reconnaître la nécessité d'une autorité nationale légitime investie du pouvoir de décision et participé à l'acceptation d'une certaine autonomie du politique, en sensibilisant les populations autochtones, en incitant à la participation accrue des enfants des terroirs sous domination à la gestion de la chose publique, en les préparant de fait à jouir de leur citoyenneté dans le cadre d'institutions de type « moderne » que devaient être les Etats indépendants dont l'avènement était rendu imminent. Ces journaux ont stimulé la naissance et le développement d'une conscience nationale et ont mis l'accent sur ce qui devait donner aux futurs Etats leur identité propre, leur spécificité, leur originalité. Toute chose que les partis uniques viendront hypothéquer.

Médias et mobilisations sous le parti unique

A partir des indépendances, les élites arrivées aux affaires s'accaparent de tous les pouvoirs. A l'exception du Sénégal, l'ensemble des pays basculent vers le monopartisme et

l'autoritarisme de fait. Pour Camau et Geisser (2003 : 39) « *au-delà de la diversité des configurations particulières, les régimes autoritaires se caractérisent par une tendance au cantonnement de l'expression du pluralisme dans des espaces sous contrôle et corrélativement de prévalence de réseaux informels sur la logique des institutions. Les restrictions plus ou moins accusées rencontrées dans l'exercice des droits et des libertés entretiennent une citoyenneté passive marquée par le repli sur la sphère domestique et l'identification de la sphère publique au domaine de l'arbitraire et de la répression, voire de la corruption. Les citoyens sont démobilisés et incités à l'apathie politique ou éventuellement mobilisés suivant les canaux exclusifs et contraignants qui les condamnent au suivisme...* ».

La période du parti unique et des régimes autoritaires coïncide avec la naissance des médias dits de service public. Ces entreprises sont mises sur pied avec l'aide de la Société nationale des entreprises de presse (SNEP). Fondée au lendemain de la seconde guerre mondiale, elle a hérité, suite à la promulgation de la loi du 11 mars 1946, des biens de la quasi-totalité des journaux accusés de collaboration avec l'occupant allemand. Ses filiales africaines intervenaient dans l'impression, la distribution et la publicité. L'arrivée de la SNEP sur la scène africaine se fait aux dépens du groupe Breteuil qui fonda, en 1933, l'hebdomadaire *Paris-Dakar* devenu quotidien en 1936, puis *Dakar-Matin* en 1960, avant de devenir *Le Soleil* en 1970 une fois passé sous tutelle étatique. Le groupe Breteuil possédait aussi *Paris-Tana* à Madagascar ; *La Presse du Cameroun* qui devient l'*Agence camerounaise de presse (ACAP)* puis, en 1974, le quotidien gouvernemental *Cameroon-Tribune* ; *Abidjan-Matin* qui deviendra *Fraternité Matin* en Côte d'Ivoire pour expliquer la politique du président Félix Houphouët-Boigny.

Les quotidiens gouvernementaux ont pour mission de rassembler les populations autour du chef-président ainsi qu'autour du développement décrétée grande cause nationale dans tous les jeunes Etats. Ce sont des organes de propagande dont les stratégies éditoriales reposent principalement sur la justification, la sublimation du charisme du chef-président, son exercice du commandement au sens paternaliste et autoritaire du terme hérité de la colonisation (Mbembe, 2000 ; Schatzberg, 2001). Le paternalisme autoritaire fait de l'Etat une famille au sein de laquelle les rapports de domination apparaissent comme une évidence. Il suggère que l'action du chef de l'Etat, bon père de famille, est dénuée de tout calcul (Wunsch, Olumu, 1990 ; Kofi Quashigah, Obiora Chinedu, 1999 ; Engelbert, 2000). La propagande des quotidiens gouvernementaux ainsi que leur rhétorique pour diffuser la vision que le chef-président a du développement est apodictique et apologétique. Elle est faite de certitudes prescriptives. Elle se déclame à la fois sur un ton liturgique et homérique.

En régime autoritaire, la mobilisation médiatique pour la cause du développement se fait de manière encadrée dans un sens proche de celui qu'on donnait à ce mot dans les anciennes républiques de l'Est. Il s'agit de contraindre des populations hétérogènes, liées supposément par des solidarités grégaires à adhérer à la vision politique du « chef » et à son action. L'encadrement va au-delà des militants et des sympathisants qu'il n'est plus nécessaire de convaincre. Il enjoint les populations en retrait à rejoindre les rangs. La volonté d'encadrer peut aussi puiser dans les registres de la simplification, de la trivialisat-ion, de la répétition, de l'extrémisation qui présentent les attitudes des indociles comme perverses, démobilisatrices, briseuses de la cohésion, de l'unité. L'encadrement insiste sur les devoirs, les rôles de chacun dans la dynamique de construction nationale. Le chef-président est le « père de la nation » ou « le guide-bien-aimé » derrière lequel les populations « doivent se mobiliser comme un seul « homme » (Debbasch 1966 ; Kourouma, 1968)

Durant le parti unique, les quotidiens gouvernementaux sont des instruments de mobilisation autour de ce que Bourmaud (1997 : p. 74-75) a appelé « *le présidentielisme monocentré* », cette forme de gouvernabilité qui implique que « *les institutions politiques se resserrent* ».

autour de la personne du président qui concentre entre ses mains l'essentiel des ressources politico-administratives. Les contre-pouvoirs sont vidés de leur substance tandis que le chef-président se fait l'incarnation du pouvoir personnel ». La mobilisation autour du chef-président et pour la cause du développement sera mise à mal par les mouvements politiques consécutifs à la chute du mur et qualifiés de transitions démocratiques.

Médias et mobilisations depuis les transitions démocratiques

A partir du début des années 1990, le concept de transition apparaît pour désigner la démocratisation à la fois comme un objectif politique universel, une valeur morale et un cadre d'analyse théorique central dans les sciences sociales (Fukuyama, 1992). L'étude des transitions a donné naissance au courant de la « transitologie ». Il renvoie à l'analyse du changement politique (basculement vers la démocratie pluraliste) et économique, dérégulation, désengagement, décharge de l'Etat (Dobry, 2000), ajustements structurel, économie de marché, *etc.* La transition désigne indistinctement différents types de processus de démocratisation qui culminent vers le passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique (O'donnell, Shmitter, Whitehead, 1986). L'effet conjugué des poussées protestataires internes et du discours de La Baule (Tabi Akono, 1995) plongent l'Afrique subsaharienne francophone dans ce vaste mouvement. Une des manifestations les plus visible et désormais un des acquis est l'irruption d'une presse dite privée. De nombreux travaux ont tenté de rendre compte de son rôle dans le déroulement de ces transitions (Panos, 2000 ; Frère, 2000 ; De La Brosse, 1999 ; Institut africain pour la démocratie, 1997 ; Ba, 1996 ; Walsh, 1996 ; Atenga, 2004, 2005), *etc.*

Ces travaux s'accordent sur l'idée que l'agenda de cette presse est un agenda politique. Une partie minoritaire des titres était au service des forces conservatrices tandis que la majorité d'entre eux était au service des forces du changement. Cette dernière tendance véhicule une nouvelle forme de discours qui dénonce la « langue de bois » des médias d'Etat, apostrophe ceux qui ont en charge la gestion des affaires publiques, tance les mauvais décideurs et tourne en dérision les chefs que personne n'osait ouvertement jusque-là critiquer. A la propagande des médias gouvernementaux, la presse privée oppose une rhétorique critique. Elle se veut l'héritière des violentes diatribes de la presse d'opinion de la décolonisation et des conférences nationales qui se sont tenues à divers endroits du continent (Eboussi, 1993). Le style est souvent pamphlétaire et outrancier pour dénoncer les conditions de vie du citoyen ordinaire, fait de bastonnades, d'humiliations, d'abrutissement, d'asservissement, de paupérisation continue et soutenue par une violence sans bornes. Cette nouvelle presse profite de la parole qui se libère. Son style rend le « dieu mortel » (Mairet, 1987). Elle rompt avec la doxa au sens que lui donne Bourdieu (1994, p. 129) à savoir un « *point de vue particulier, point de vue des dominants qui se présente et s'impose comme point de vue universel ; le point de vue de ceux qui dominent en dominant l'Etat et qui ont constitué leur point de vue en point de vue universel en faisant l'Etat...* ».

Une rhétorique en rupture complète avec celle qui circonscrit les imaginaires pendant la période du parti unique. En renouvelant entièrement l'ancien édifice discursif, la presse privée profite de son « printemps » et du vent venu de l'Est pour produire un nouveau mode de mobilisation autour du politique. Les tirages attestent du succès populaire et de la légitimité acquise par ce nouvel ethos langagier dans cette situation de crise postcoloniale inédite que vivait alors le continent. La puissance créatrice de ce langage, son pouvoir constituant, la pluralité des perceptions qu'il a engendré faisaient écho aux convulsions sociales et aux menaces d'implosion. Un langage qui allait en guerre contre le mensonge comme occultation de la vérité, ablation ou omission de certaines tranches historiques et comme principe de pouvoir et de gouvernement (Pandelon, 2002 ; Etchegoyen, 1993). Cette rhétorique contestataire, bien que produite par les journalistes, est politiquement

marquée, derrière ses apparences d'impartialité, d'équilibre, de recherche du « juste milieu ». C'est pourquoi les tenants de l'orthodoxie conservatrice ont qualifié ces journaux de journaux d'opposition.

Ces journaux sont apparus comme les seuls instruments dont disposait encore le peuple pour exprimer sa colère, son mécontentement, en l'absence d'autres contre-pouvoirs et d'une classe politique dans l'ensemble remise aux ordres. Cette cristallisation de l'écriture de presse sur le fait politique, cette fixation quasi obsessionnelle et son succès auprès des masses, accentuent le style, les attitudes dogmatiques des journalistes qui sont certains d'avoir toujours raison, et donc peu enclin à l'autocritique.

Boyomo Assala (1999) note ainsi que ces excès sont si incroyables, qu'on ose à peine, à leur propos, parler de liberté, sans pour autant que cela puisse inférer une amélioration notable de la vie politique. Misse Misse (1995) quant à lui indique que cette presse témoigne indubitablement d'une indigence conceptuelle. Les mises en perspective y sont faibles. Analyses que nuance Frère (2001, p. 31) en estimant que « *cette fonction critique de la presse a contribué à modifier radicalement la perception de l'homme de pouvoir. D'une part, elle a œuvré à la désacralisation de dirigeants qui avaient mis les médias au service du culte de la personnalité. Usant largement de la caricature ou de la métaphore animale, de l'ironie, de la dérision ou de l'insulte, les journaux ramènent les dirigeants à leur dimension la plus humaine. D'autre part, la presse a permis de souligner la relativité de tout discours politique, démontrant que les vérités présentées hier comme intangibles et fondatrices pouvaient être mises en question...* ». Au-delà des grilles de lecture, cette presse est depuis le relais d'un ensemble de mobilisations dont certaines sont saillantes et permanentes depuis plus de deux décennies.

ACTEURS ET IDENTITÉS MÉDIATIQUES DES MOBILISATIONS

« La lutte pour le changement (Lucha) » et « Congolais debout » en République démocratique du Congo (RDC), le Collectif « Y'en a marre » au Sénégal, « Balai citoyen » au Burkina Faso, « Dynamique citoyenne » et l'« Association de défense des intérêts citoyens (AcDic) » au Cameroun, sont autant d'exemples qui marquent le développement d'associations, d'ONG et de collectifs dans les quartiers, qui tentent de faire entendre leurs voix dans la marche des affaires des pays concernés. Bien que leur structuration demeure labile, nous les appréhendons comme mobilisations sociales, mouvements sociaux au sens de Neveu (2000) à savoir « un agir ensemble intentionnel dans une logique de revendication » ou « entreprises collectives visant à établir un nouvel ordre de vie » comme l'entendait Blumer (1946). Dans l'aire étudiée, elles relèvent davantage de la protestation collective au sens de Lafargue (1998), c'est-à-dire l'expression de revendications épisodiques ou durables résultant de l'exaspération des antagonismes entre le pouvoir et la société exprimée par un ensemble d'individus, organisés ou non. Elles sont une colère collective (Monga, 1994) au cœur de laquelle la question de la citoyenneté est cruciale.

Médias et mobilisations sur la citoyenneté

Que ce soit dans les pays où l'alternance au sommet de l'Etat a eu lieu (Benin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, *etc.*), que ce soit en Afrique centrale où s'observe une coagulation autoritaire, les organisations de la société civile qui essaient et tentent de se faire entendre se mobilisent autour de la question de la citoyenneté au sens de Bouguerra (1999) et de Schnapper, (2012). Elle implique un ensemble de droits qui font de l'individu non plus une abstraction, mais un animal politique au sens primaire du terme, c'est-à-dire vivant dans une société organisée qui lui donne accès aux services de bases (santé, éducation, logement, énergie, moyens de communication, *etc.*) à un coût accessible. Ce

n'est qu'ainsi qu'il se sent acteur investi des possibilités d'agir et a conscience d'appartenir à une communauté de destin et de valeurs qui font une nation. La problématique du respect des libertés fondamentales et des libertés publiques est elle aussi au centre des protestations collectives qui s'observent ici et là, et qui nourrissent la chronique médiatique. Passer des sociétés de sujétion à des sociétés de citoyens est l'enjeu central des mobilisations sociales, des protestations et des colères collectives en Afrique subsaharienne francophone. La presse africaine joue à cet égard un rôle de relais. A l'occasion de la journée internationale de la liberté de la presse le 3 mai 2005, le Directeur général de l'Unesco de l'époque, Koïchiro Matsuura déclarait à Dakar que « *les médias indépendants, libres et pluralistes jouent un rôle crucial dans la bonne gouvernance des sociétés démocratiques, en assurant la transparence et le respect des principes de responsabilité, en promouvant la participation et l'Etat de droit et en contribuant à la lutte contre la pauvreté* ».

Blé (2014 : 13-14) abonde dans le même sens : la presse doit être accompagnée car elle représente depuis les années 90 un « système de valeurs qui rend possible l'existence de tous les pouvoirs car elle s'inscrit dans un ensemble d'institutions juridiques, politiques, économiques et sociales(...) ». Elle est le baromètre de tous les secteurs d'activité et aide à mieux informer les populations. La critique qu'elle exerce et l'alternative qu'elle constitue donnent à la souveraineté du citoyen un pouvoir concret qui le rend arbitre et maître de tous les jeux et enjeux ».

Dans les contextes sociaux, politiques et culturels qui sont l'objet de ce travail, la réalité est plus nuancée. Nonobstant, face à la faiblesse ou l'inexistence de contre-pouvoir cette presse a, depuis les années 90, souvent pratiqué ce que Maringues (1996, p. 112) nomme « *un journalisme de guérilla, où un fragile David armé de son stylo défie un Goliath en uniforme kaki sous les yeux d'une population usée par la misère et d'une classe politique corrompue qui délègue volontiers à la presse la tâche d'affronter le pouvoir* ». C'est pourquoi Frère (2000, p. 499) écrit que « *les journaux africains constituent un patrimoine très important, car ils fournissent un discours sur la démocratie et sur le rôle des médias qui est [...] produit localement et par des locaux...* ». Quête de plus de citoyenneté et gestion du pouvoir sont en lien et constitue l'autre préoccupation dominante des mobilisations sociales et des protestations africaines francophones.

Médias et mobilisations sur la gestion du pouvoir

Les tensions et conflits qui secouent structurellement une partie de l'Afrique y compris francophone se rapportent aux conditions d'accession au pouvoir, aux modalités de son maintien, aux exigences de sa gestion pour l'intérêt de tous. Les individus ne veulent plus être considérés uniquement quand les élections ont lieu. Pour se sentir entièrement citoyens, ils veulent participer activement à la vie politique. Ils veulent délibérer, ne plus être discriminés, exclus en fonction de leur ethnie, leurs origines sociales, partisans, syndicales, etc. Quand les conditions d'accession à cet universalisme qui fait la condition humaine et citoyenne ne sont pas réunies, les protestations collectives, les mobilisations médiatisées deviennent les modalités par excellence pour se faire entendre, quand elles ne dérivent pas vers des extrémismes religieux ou des émeutes. Entre 2007 et 2008, le Cameroun, le Burkina Faso, le Maroc, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal, l'Afrique du Sud ont par exemple été secoués par ces colères collectives.

De nombreux travaux ont montré l'articulation qu'il y avait en Afrique entre pauvreté, faim et gestion du pouvoir (conquête, conservation, dévolution) au service des populations (Akindès, 2007; Delcourt, 2008 ; Janin, 2008 ; Dufumier, Hugon, 2008 ; Janin, Suremain, 2005 ; Banégas, Warnier, 2001 ; Janin, 2001 ; De Boeck, Honwana, 2000). La prise en charge de la faim y apparaît alors comme une cause sociétale et politique majeure dans l'économie du pouvoir (Bayart, 1989). Là aussi, les médias jouent un rôle à la fois dans la

mise en avant des figures de réussite, les trajectoires d'accumulation rapide au cœur du système du pouvoir et des situations d'extrême vulnérabilité. Janin (2009) pense d'ailleurs que le sentiment de pauvreté pèse d'un plus grand poids moral et politique en ville qu'en milieu rural, ce qui explique que les protestations et les mobilisations y sont plus fortes, pauvreté et faim ne devenant que des catalyseurs permettant de demander des comptes aux détenteurs du pouvoir. Pour Banegas et Warnier (2001), ils cristallisent le ressentiment social qui a sédimenté depuis de longues années sur l'impuissance des détenteurs du pouvoir et leur cynisme. Surtout en Afrique centrale où la résilience autoritaire (résistance des régimes politiques issus des partis uniques) ouvre désormais la porte à toutes les formes de violence, principalement par les jeunes, et dans un contexte où les partis politiques n'ont vraiment jamais gagné en crédibilité.

Si la faim et la pauvreté servent d'exutoires, les mobilisations politiques médiatisées posent d'abord la question de la représentativité générationnelle au cœur du pouvoir. Ces protestations reçoivent d'ailleurs un large écho parce que les médias eux-mêmes sont animés par des jeunes qui vivent au quotidien la précarité du métier de journaliste désormais considéré par les familles comme un dépotoir de « ratés », de rebus sociaux, notamment ceux exerçant dans la presse écrite en crise endémique depuis le début des années 2000.

Pourtant, ces jeunes qui investissent les salles de rédaction sont aujourd'hui diplômés et sont parfois restés longtemps sans emplois. Bien avant, certains ont même été dockers, vendeurs à la sauvette, moto-taximen, *etc.* Ils nourrissent par conséquent aigreur et amertume vis-à-vis de l'Etat père de famille qui n'a pas pu leur garantir un avenir dans le fonctionariat apoplectique. Leur écriture, leurs mises en récits des mobilisations ne peut donc se comprendre en faisant fi des trajectoires sociales qui les ont conduits au journalisme en attendant mieux. Tout en y étant, ils ne veulent pas subir l'ordre politique comme une fatalité. Faire partie d'une rédaction est une réponse, un acte de résistance face aux rapports de domination qui reposent sur le recours permanent à la force et l'arbitraire de l'Etat et ceux qui ont en charge sa gestion. Rendre compte des mobilisations s'apparente ainsi à une force symbolique en face de la force d'Etat, sans limite. Les stratégies éditoriales qui médiatisent ses mobilisations seraient incompréhensibles sans la prise en compte de ces trajectoires, leurs logiques, leurs déterminants et leurs subjectivités.

Médias et mobilisations sur la souveraineté économique

La faim et la pauvreté renvoient à des questions économiques. Mais c'est la souveraineté monétaire et les revendications liées à la sortie du franc des colonies françaises d'Afrique (FCFA) qui sont aujourd'hui les symboles des mobilisations africaines francophones pour l'indépendance économique. Les universitaires Kako Nubukpo, Ze Belinga *et al.* (2017) font office de figures de proue de ce combat. Dans *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire*. A qui profite le FCFA ?, ils démontrent que les 15 pays concernés par cette monnaie peinent à développer leurs économies du fait de sa très forte valeur qui ne tient pas compte des réalités locales. Ils mettent l'accent sur l'idée que la monnaie est un attribut de souveraineté et que ne peut être envisagé l'avenir de ces économies sans ouvrir le débat sur son utilité et sa pertinence et sans envisager la fin de cette domination. Créé en 1945, le FCFA est aujourd'hui arrimé à l'euro (la parité est fixe entre le FCFA et l'Euro. 1 Euro pour 655 FCFA), ce qui laisse ces économies sous la double servitude française et européenne. Ces universitaires réactualisent un débat déjà initié en 1980 par Tchundjang Pouémi dans *Monnaie, servitude et liberté*. La répression monétaire en Afrique, puis par Nicolas Agbohohou avec en 2000 dans *Le franc CFA et l'Euro contre l'Afrique*.

Au plan médiatique, le débat est porté par le journaliste suprémaciste Kémi Séba, figure désormais héroïque sur les réseaux sociaux après avoir, le 19 août 2017, au cours d'une

manifestation à Dakar, brûlé publiquement un billet de 5.000 FCFA (7,6 euros). Sur la base d'une plainte déposée par la Banque des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), il a été incarcéré avant d'être relâché et expulsé vers la France dont il est détenteur de la nationalité. La manifestation se tenait à l'appel du collectif « Urgence panafricaniste » dont il est le promoteur et qui a entre autres objectifs, la création d'une monnaie africaine. Depuis janvier 2017, des manifestations simultanées pour exiger la fin de cette monnaie ont eu lieu dans plusieurs villes en Afrique (Bamako, Connonou, Dakar, Abidjan, Libreville, *etc.*) en France, en Belgique, *etc.*

A côté de la fin du FCFA, les Accords de partenariat économique (APE) sont aussi l'autre cheval de bataille des mobilisations économiques médiatisées en Afrique. Le 27 septembre 2007, en collaboration avec des ONG européennes, des associations africaines ont lancé la « journée mondiale contre les APE ». Ils sont présentés par Bruxelles non pas comme de simples accords commerciaux, mais comme des « instruments de développement », là où les mobilisations africaines et les altermondialistes les perçoivent comme des accords de libre échange qui mettent fin aux droits de douane sur les biens et les marchandises en provenance d'Europe, et comprennent aussi des mesures de libéralisation des services, des investissements et des marchés publics et imposeraient des règles sur la politique de concurrence, la propriété intellectuelle, *etc.* Les mobilisations africaines les dénoncent comme un « génocide économique » ou « la mort de l'agriculture et du paysannat » en Afrique (Adeola *et al.*, 2005 ; Sinott *et al.*, 2004 ; Devenport, 2003). Selon eux, les APE anéantiraient à court terme les efforts d'intégration régionale et mettraient en péril les industries locales naissantes, les emplois et les conditions de vie. Plus encore, à moyen terme, ils réduiraient l'espace politique dont disposent les pays concernés pour réguler et dessiner leurs propres politiques répondant à leurs besoins et objectifs de développement.

Toutes ces mobilisations et bien d'autres bénéficient d'une exposition dans les journaux à la radio et la télévision. Comme l'indique le baromètre Kantar TNS 2017, radios et télévision demeurent toujours parmi les médias les plus populaires en Afrique francophone, même si internet continue une percée significative grâce à la généralisation des smartphones. L'enquête, qui a porté sur 8 pays (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, République Démocratique du Congo, Sénégal, République du Congo) et sur près de 18,3 millions d'individus âgés de 15 ans et plus, visait à récolter des données pour identifier le paysage médiatique de l'Afrique (au niveau local, national et régional), la consommation et les comportements adoptés, au global et par média. Les résultats montrent, entre autres, que les enquêtés passent en moyenne 1h37 à écouter la radio et plus de 4h à regarder la télévision. La libéralisation de l'audiovisuel a permis la multiplication des chaînes à l'instar d'Afrique média basée au Cameroun et émettant par satellite dans plusieurs pays africains. Elle se veut à vocation panafricaniste. Avec des programmes durant parfois plus de deux heures, elle s'est retrouvée à l'avant-garde de la mobilisation contre le FCFA sur fond de complotisme, d'anti-occidentalisme, de suprémacisme et au nom de la libération de l'Afrique.

CONCLUSION

Cette contribution s'appuie sur intervention prononcée le 13 octobre 2017 à l'occasion de la table ronde de clôture du colloque international « Information - communication publique et espaces publics sociétaux : interactions et tensions ». Il s'agissait d'insister sur le fait qu'après le premier choc pétrolier (marquant le début de la remise en question de l'Etat providence), les pays africains ont été placés sous la tutelle des bailleurs de fonds internationaux et qu'avec la chute du mur, ont émergé des associations et des partis po-

litiques qui demandaient des comptes aux régimes en place depuis les indépendances. Ces poussées protestataires ont connu leur point culminant dans les années 90 avec la médiatisation dont elles ont bénéficié grâce à ce qu'on a appelé le « Printemps de la presse africaine ». Depuis, quelques conclusions d'étape peuvent être tirées :

- Ces mobilisations hétéroclites préfigurent le basculement de l'Afrique francophone dans l'avènement des sociétés post-autoritaires.
- Elles sont révélatrices de l'inscription de cette partie du monde dans la globalisation et ses conséquences (Appadurāi, 2001).
- Elles sont porteuses d'enjeux communicationnels, socio-anthropologiques et politiques qui se rapportent aux enjeux informatifs, identitaires, relationnels et territoriaux.
- Ce sont ces enjeux qui reconfigurent/recomposent les espaces publics d'Afrique francophone en structuration.
- Les appréhender, c'est appréhender le rôle que les médias jouent dans leurs publicisation, leur légitimation au niveau local et international.
- Ce sont les médias et leurs modèles économiques et éditoriaux particuliers qui leur donnent sens et significations et permettent d'en saisir les logiques et les stratégies d'acteurs.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adeola F. Adenikinju-Olumuyiwa B. Alaba (2005) *Eu-afp economic partnership agreements: implication for trade and development in west africa*, Rapport.
- Agbohoun N. (2000) *Le franc CFA et l'Euro contre l'Afrique*, Edition solidarité mondiale, Coignières.
- Akindès F. (2007) « Pauvreté et constructions des droits en Afrique ? », *West African Review*, n° 10.
- Appadurāi A (2001) *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot.
- Atenga T. (2004) *Contrôle de la parole et conservation du pouvoir. Analyse de la répression de la presse écrite depuis 1990*, Thèse de doctorat en Science politique, Université de Paris I.
- Atenga T. (2005) « La presse et le pouvoir au Cameroun. Quinze ans de cohabitation houleuse », *Politique africaine*, n° 97 (1) pp. 33-48.
- Ba A. (1996) *Télévisions, paraboles et démocraties en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan,
- Balandier G. (1972) *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, Paris, PUF.
- Balandier G. (1982) *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 4ème éd.
- Banégas, R. et J.-P. Warnier (2001), « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n° 82.
- Bayart J-F. (1989) *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
- Benot Yves, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, François Maspero, 1972, p. 89.
- Biarnes P. (1980) *L'Afrique aux africains*, Paris, A. Colin, 1980.
- Blé R. G. « radiodiffusion bonne gouvernance et développement en Côte d'Ivoire » in Bachiri M. (dir) (2010) *Médias et bonne gouvernance en Afrique, concepts et cas pratiques*, Libreville, Unes-

co, p. 13-14.

Blumer H., « Collective Behaviour » in LEE (éd.), *New Outline of the Principles of Sociology*, New York, Barnes and Noble, 1946.

Bouguerra T. (1999), « La citoyenneté : sa définition, ses lieux et conditions d'exercice », *Tréma*, n° 15-16, p. 69-72.

Bourdieu P. (1982) *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, p. 150 et suivantes.

Bourdieu P. (1994) *Raisons pratiques*, Paris, Seuil.

Bourmaud D. (1997) *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 160 p.

Boyomo-Assala, L.-C. (1999), « Média et démocratie: une perspective ethnométhodologique », in Sindjoun L., (éd.), *La révolution passive au Cameroun. Etat, société et changement*, Dakar, CO-DESRIA, p. 36-62.

Camau M., Geisser V. (2003) *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris Presse de Science Po, 372 p.

Chailley M. (1968) *Histoire de l'Afrique occidentale française*, Paris, Berger-Levrault

Davenport M. (2003) *Etude sur l'accès au marché dans les négociations entre la CEDEAO et l'UE dans le cadre des APE*, Rapport.

De Benoist J. (1960) « Situation de la Presse dans l'Afrique occidentale en langue française », Dakar, *Afrique documents*, n° 52-53.

De Boeck F. et A. Honwana (coord.) (2000), *Politique africaine - Enfants, jeunes et politique*, n° 80.

De La Brosse Renaud (1999) *Le rôle de la presse dans la transition démocratique en Afrique*, Villeneuve d'Ascq, Presse Universitaire du Septentrion, 909 p.

Debbasch O. (1966) La formation des partis uniques africains. In: *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 2, p. 51-94.

Delcourt L. (2008) « Mobilisations dans le Sud face à la crise alimentaire », *État des résistances dans le Sud, 2009 face à la crise alimentaire*, Bruxelles, CETRI.

Dobry M. (2000) « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence ». In *Revue française de science politique*, 50e année, n° 4-5, pp. 585-614.

Dufumier M., P. Hugon (2008) « Les "émeutes de la faim" : du sous-investissement agricole à la crise sociopolitique », *Tiers-Monde*, n° 196.

Eboussi Boulaga (1993) *Les conférences nationales en Afrique noire. Une affaire à suivre*, Paris, Karthala, 219 p.

Engelbert P. (2000) *State legitimacy and development in africa*, London, Boulder, 243 p.

Etchegoyen A. (1993) *La démocratie malade du mensonge*, Paris, Ed. François Bourin, 228 p.

Eyene Mba J-R. (dir.) (2013) *Politiques et indépendances africaines*, Paris, L'Harmattan

Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (2010) *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris La Découverte.

Fillieule O., Mathieu L., Pechu C. (dirs) (2009) *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris, Presses de Sciences Po.

Frère M-S. (2000) *Presse et démocratie en Afrique francophone. Les mots et les maux de la transition*

au Bénin et au Niger, Paris, Karthala, 540 p.

Frère M-S. (2001) « dix ans de pluralisme en Afrique francophone », *Les Cahiers du journalisme*, automne.

Fukuyama F. (1992) *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion 1992, 452 pages

Gonidec P. F. (1971) *Les Systèmes politiques africains, l'évolution, la scène politique, l'intégration nationale, Première Partie*, Paris, LGDJ, 361 p.

Homi Bhabha (2007), *Les lieux de la culture. Une théorie postcoloniale*, Paris Payot.

Institut africain pour la démocratie (1997), *Médias africains et construction démocratique : actes des séminaires du programme « médias et démocratie » : Cotonou (Bénin), Ouagadougou (Burkina Faso), Abidjan (Côte d'Ivoire), Dakar, Editions Démocraties africaines*, 157 p.

Institut Panos (2000) *Afrique centrale : des médias pour la démocratie*, Paris, Karthala, 198 p., Janin, P. (2001) « Une géographie sociale de la rue africaine », *Politique africaine*, n° 82.

Janin, P. (2008) « Crise alimentaire mondiale. Désordres et débats », *Hérodote - Les enjeux de la crise alimentaire mondiale*, n° 131.

Janin P., C-E. de Suremain (2005) « La Question alimentaire en Afrique : risque et politisation », *Tiers-Monde*, vol. 66, n° 184.

Janin, P. (2009). « Les «émeutes de la faim» : une lecture (géo-politique) du changement (social) ». *Politique étrangère*, n° 2, p. 251-263.

Kako Nubukpo, Ze Belinga *et al.* (2017) *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. A qui profite le franc CFA ?* Paris, La Dispute.

Ki-Zerbo J. (1972) *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier.

Kofi Quashigah E., Obiora Chinedu O (ed.) (1999) *Legitimate governance in africa : international an domestic legal perspectives*, Boston, The Hague, 621 p.

Kourouma A. (1968) *Les soleils des indépendances*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 172 p.

Lafargue J. (1998) *La protestation collective*, Paris, Nathan

Mairet G. (1987) *Le Dieu mortel – Essai de non philosophie de l'Etat*, Paris, PUF, 184 p.

Maringues M. (1996) *Nigeria : un journalisme de guérilla*, Paris, Reporters Sans Frontières Editions, p. 112.

Mbembe A. (1988) *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 222 p.

Mbembe A. (2000) *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 293 p.

Monga C. (1994) *Anthropologie de la colère. Société civile et démocratie en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan

N'dongo S. (1976) *Coopération et néo-colonialisme*, Paris, Maspero

Neveu E. (2000) *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

O'donnell G. Shmitter, P., Whitehead L. (1986) *Transition from Authoritarian Rule*, Baltimore, Ed. Johns Hopkins U.P.

- Pandelon G. (2002) *Esquisse d'une théorie politique du mensonge*, Paris, L.G.D.J., 218 p
- Schatzberg M. G. (2001) *Political legitimacy in middle Africa: father, family, food*, Indiana University Press, 293 p.
- Schnapper D. (2012) « Sociologie de la citoyenneté », *Annuaire de l'EHESS*, p. 476-478.
- Sinnott P., McLeod J., Heiser N., Barry M. (2004) *Guinée - Etude d'impact d'un APE : Renforcement des capacités en appui à la préparation des Accords de Partenariat Economique*, Rapport
- Suret-Canale J. (1977) *Afrique noire, l'ère coloniale 1900-1945*, Paris, Editions Sociales, 636 p.
- Tabi Akono F. (1995) *Le discours de la baule et les processus démocratiques en Afrique. Contribution à une problématique de la démocratie et du développement dans les pays d'Afrique noire francophone*, Thèse de doctorat en Sciences politiques, Université de Clermont-Ferrand.
- Tajfel, H., Turner, J.C. (1979). An integrative theory of intergroup conflict. In S. Worchel and W. Austin (Eds), *The social psychology of intergroup relations* (p. 33-48). Pacific Grove, CA/ Brooks/Cole.
- Tajfel, H., Turner, J.C. (1986). The social identity theory of intergroup behavior. In S. Worchel and W. Austin (Eds), *Psychology of intergroup relations* (2nd ed., p. 7-24). Chicago: Nelson-Hall.
- Tchundjang Pouémi J. (1980) *Monnaie, servitude et liberté. La répression monétaire en l'Afrique*, Paris, Editions Jeune Afrique.
- Thomassery M. (1965) *Catalogue des périodiques d'Afrique noire francophone (1852-1962) conservés à l'IFAN, Dakar : IFAN, (n° spécial de «Catalogues et documents», n° 19 de 1969).*
- Tudesq A-J. (1995) *Feuilles d'Afrique : étude de la presse de l'Afrique subsaharienne*, Talence, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 362 p. ;
- Tudesq A-J., Nédélec S. (1998), *Journaux et radios en Afrique au XIXè et au XXè siècles*, Paris, GRET, 198 p.
- Vallaëys A. (2007) *Indépendance Cha cha*, Paris, Fayard
- Walsh Gretchen (1996), *The media in Africa and Africa in the media: an annotated bibliography*, London, New-Providence, 291 p.
- Wunsch J. S., Olomu Dele (ed) (1990) *The failure of the centralized state: institutions and the self-governance in Africa*, London, Boulder, 334 p.